

**Bulletin de fin de campagne sur la pauvreté, l'itinérance et le logement :  
L'ADQ et le PLQ frôlent l'échec; le PQ passe de justesse**

**Montréal, 23 mars 2007.** À l'avant-veille des élections générales au Québec du 26 mars, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) publient leur bulletin de fin de campagne. Ils y évaluent la qualité des engagements et des interventions des partis sur les enjeux de la lutte à la pauvreté, de l'itinérance et du logement social.

Parmi les trois principaux partis, l'ADQ de Mario Dumont et les Libéraux de Jean Charest évitent de justesse l'échec, aucun des deux n'ayant de véritable plan de lutte à la pauvreté. On accorde un peu plus au Parti Québécois en notant ses engagements à l'égard des sans-abri et du logement social. Quant au Parti Vert et à Québec Solidaire, leurs pointages sont opposés : les Verts, dont le programme social est quasi inexistant, sont recalés; Québec Solidaire obtient les meilleures notes pour avoir pris des engagements ambitieux en matière de pauvreté et de logement social.

**LE CLASSEMENT DES PARTIS SUSCEPTIBLES DE CONSITUER LE PROCHAIN  
GOUVERNEMENT OU L'OPPOSITION OFFICIELLE****Action Démocratique du Québec : « D »**

D'entrée de jeux, les trois regroupements nationaux dénoncent avec vigueur le projet adéquiste de couper les ménages assistés sociaux les plus pauvres pour financer ses engagements envers la classe moyenne. « L'ADQ veut diviser la société québécoise et son chef veut sacrifier les plus pauvres au nom de sa vision étriquée du Québec » affirme Nicole Jetté, porte-parole du Front commun des personnes assistées sociales du Québec. « Ce n'est sûrement pas avec des nouvelles coupures imposées aux familles assistées sociales qu'on va gagner la lutte contre l'exclusion sociale » ajoute-t-elle. En matière de logement social, Mario Dumont a « donné sa parole » hier matin devant les médias de Québec et des membres du FRAPRU qu'il allait poursuivre le développement du logement social et maintenir les programmes existants. Cependant, le chef adéquiste n'a absolument rien prévu dans son cadre financier pour soutenir les interventions dans le domaine de l'itinérance.

**Parti Libéral du Québec : « D »**

Le Parti libéral du Québec se voit attribuer un D, tant en raison de la faiblesse des engagements pris durant la campagne électorale que de la performance du gouvernement de Jean Charest. Malgré l'adoption d'une loi et d'un plan de lutte contre la pauvreté, le gouvernement libéral n'a accordé qu'une demi indexation aux personnes recevant les prestations de base de l'aide sociale, lesquelles n'atteignaient même pas 550 \$ par mois au 1er janvier 2007. De plus, le dernier budget de Michel Audet a mis un terme aux investissements dans le logement social et cela malgré les 187,4 millions \$ accordés par le gouvernement fédéral l'automne dernier et malgré les dernières contributions du budget Flaherty dans le cadre de la péréquation et du Transfert canadien pour les programmes sociaux. Les trois organismes qualifient d'ailleurs de déraisonnable le choix de l'équipe libérale de vouloir utiliser ces sommes pour réduire les impôts, puisque cela réduirait d'autant les ressources disponibles du gouvernement pour lutter contre la pauvreté. Si malgré tout, le Parti libéral trouve quelque peu grâce aux yeux des regroupements anti-pauvreté, c'est parce qu'il s'est engagé à ajouter 60 millions \$ pour la mise en œuvre du plan gouvernemental en santé mentale et 70 millions \$ pour les autres « clientèles » vulnérables dont les personnes itinérantes et les femmes victimes de violence.

### **Parti Québécois : « C »**

Le PQ s'est engagé publiquement à assurer la pleine indexation pour l'ensemble des personnes assistées sociales mais il ne montre aucune intention de ramener leurs prestations à un niveau assurant la couverture des besoins essentiels comme le logement, la nourriture et le transport. Il ne fait pas non plus mention d'un plan pour abolir la ségrégation qui est appliquée à l'aide sociale entre les prestataires inaptes et aptes au travail, condamnant ces derniers dans une extrême pauvreté. Au niveau du logement, le chef André Boisclair s'est finalement engagé au cours des derniers jours à poursuivre le développement de logements sociaux partout au Québec et à concrétiser le financement du soutien communautaire en logement social. « C'est le minimum que nous demandions » indique Marie-José Corriveau, porte-parole du FRAPRU. « La question est maintenant de savoir pour combien de logements par année le PQ s'engage » conclut-elle. Mais à cinq jours du scrutin, il n'a toujours pas chiffré cet engagement. Pour sa part, Nathalie Rech, coordonnatrice du RSIQ accueille favorablement la proposition du PQ de mettre en place une politique en matière d'itinérance en concertation avec le milieu. Convenant que « c'est là un pas en avant », elle ajoute toutefois que le PQ ne prévoit pas les montants suffisants pour réaliser l'ensemble des mesures préconisées par le RSIQ ».

Quant aux tiers partis ayant reçu le plus d'attention durant la campagne, les trois regroupements jugent leurs performances diamétralement opposées. Ils accordent un « **E** » au **Parti Vert du Québec** car même si ce parti prétend vouloir exercer un leadership pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et s'attaquer aux vraies sources de la pauvreté, il ne propose aucune mesure concrète pour garantir à chacun et à chacune un revenu suffisant pour couvrir l'ensemble de ses besoins essentiels, dont le logement. **Québec Solidaire** reçoit un « **A** », la meilleure appréciation. Selon les trois organismes, Québec Solidaire est le seul parti qui propose des solutions prometteuses pour s'attaquer à la pauvreté et à la pénurie de logements accessibles aux ménages moins nantis. Avec l'augmentation progressive du salaire minimum jusqu'à 10 \$ de l'heure, le rehaussement de toutes les prestations d'aide sociale à la hauteur de celles versées aux personnes inaptes et avec la réalisation d'un chantier de logement social de 8000 unités par an, dont au moins 4000 à partir du seul budget du Québec, le FCPASQ, le FRAPRU et le RSIQ y trouvent leur compte. Ce dernier reçoit aussi positivement l'engagement de QS à prendre les mesures nécessaires pour combattre le problème de l'itinérance.

Le Front commun, le FRAPRU et le Réseau Solidarité itinérance Québec entendent poursuivre leurs pressions auprès de ceux et celles qui formeront le prochain gouvernement et la prochaine opposition officielle à L'Assemblée nationale et qui auront à adopter un nouveau budget intégrant les dernières annonces fédérales. En conclusion, ils leur rappellent que plus de 985 000 ménages vivent en situation de pauvreté au Québec et qu'une des principales obligations du prochain gouvernement sera de mener une lutte énergique contre cette pauvreté, pas contre les pauvres.

- 30 -

### **POUR INFORMATIONS :**

#### **Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)**

Nicole Jetté : bureau : (514) 987-1989; cellulaire : (514) 577-3279

#### **Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)**

Marie-José Corriveau : bureau : (514) 522-1010; cellulaire : (514) 919-2843

#### **Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ)**

Nathalie Rech : bureau : (514) 528-6466